

L'intérêt supérieur de la population

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

4 mai 2018

Avant l'incendie, la Guadeloupe n'était déjà pas bien lotie en matière de santé publique. Moins de médecins que dans l'Hexagone toutes proportions gardées. Un taux de maladies chroniques (diabète, hypertension artérielle, maladies cardiovasculaires) plus élevé qu'au niveau national. Idem en ce qui concerne la mortalité infantile et la surmortalité prématurée. La performance médiocre de ce système génère malgré tout des dépenses énormes. Les établissements publics de santé de Guadeloupe coûtent chaque année cent millions d'euros. Quarante-neuf millions sont engloutis par le seul CHU. Selon nos informations, le coût de la décontamination du CHU est évalué à soixante millions d'euros. La délocalisation devrait coûter autant. Ce qui fait dire à plusieurs sources proches du dossier que si délocalisation il y a, elle sera définitive. Le site actuel du CHU deviendrait une friche.

Le système sanitaire sera organisé sur tout le territoire en attendant la construction du nouveau CHU... dans une dizaine d'années. Un nouveau CHU qui fera déboursier 580 millions d'euros au contribuable. Il y a effectivement de quoi donner le tournis aux pouvoirs publics. Et ce n'est pas tout. La délocalisation ne sera pas chose facile à mettre en place. Elle s'étalera dans le temps. Selon plusieurs sources, entre l'organisation des flux administratifs, de la logistique, des flux du personnel, des médicaments, la délocalisation prendra au moins dix-huit mois. Autant dire que nous ne sommes pas sortis de l'auberge. En somme, quoi qu'on fasse, et quels que soient les moyens qui pourront être déployés, la crise sanitaire en Guadeloupe va perdurer encore quelque temps. Autant se le dire, se préparer à cette situation, et le faire savoir en des mots simples et précis à la population.

Une situation aussi difficile que complexifiée qui concerne la santé des gens, nécessite en premier lieu une communication sobre, franche et précise. Elle ne sera que plus efficace. Or, jusque très récemment, on ne peut pas dire que cette communication a été une grande réussite. Dans le

même temps, les syndicats qui jusqu'ici ont joué un rôle de vigie devront veiller à ne pas surenchérir. Les risques de désordre, de panique et de défiance seraient incalculables. En une telle circonstance, une seule priorité doit guider l'action des uns et les autres : l'intérêt supérieur de la population.